

Le Conseil d'Administration de l'Établissement public foncier de Normandie réuni le 6 mars 2020 dans les locaux de l'EPF NORMANDIE, sous la présidence de M. Sébastien LECORNU, en présence de M. le Préfet de la Région Normandie et de M. Patrick MOREL, Agent Comptable de l'EPF Normandie,

VU le décret n° 68-376 du 26 avril 1968 portant création de l'Établissement Public de la Basse-Seine, modifié par les décrets n° 77-8 du 3 janvier 1977, n° 2000-1073 du 31 octobre 2000 et n° 2004-1149 du 28 octobre 2004, n° 2009-1542 du 11 décembre 2009, n° 2014-1732 du 29 décembre 2014 et n° 2015-979 du 31 juillet 2015, l'ordonnance n° 2011-1068 du 8 septembre 2011 et le décret n° 2011-1900 du 20 décembre 2011,

SUR les rapports et après avis favorable de la Commission des Affaires Foncières et de la Commission des Affaires Financières,

**APRES EN AVOIR DELIBERE
DECIDE**

D'accepter le principe des trois études suivantes dont les préconisations pourraient donner lieu à des modes d'interventions expérimentaux :

- Ambenay (27), étude pré-opérationnelle pour la renaturation d'un site après démolition,
- CDC de la Vallée de la Haute Sarthe (61), étude pour l'évolution de la zone industrielle de Coulonges-sur-Sarthe,
- Beuzeville (27), étude pré-opérationnelle pour la réalisation d'un parc environnementale en cœur de bourg,

D'accepter de lancer ces études pour des montants TTC plafonnés à 18 000 € pour l'étude d'Ambenay, de 18 000 € pour l'étude de Coulonges-sur-Sarthe et 96 000 € pour l'étude de Beuzeville,

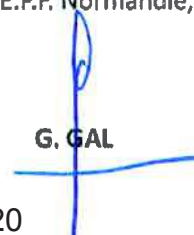
D'autoriser le Directeur Général de l'EPF Normandie à signer tout document nécessaire au bon déroulement de ces études.

Le Président du Conseil d'Administration
de l'E.P.F. Normandie,



S. LECORNU

Le Directeur Général
de l'E.P.F. Normandie,



G. GAL

Délibération approuvée
A Rouen, le 03/04/2020
Le Préfet,

l'Adjoint au Secrétaire Général
pour les Affaires Régionales
chargé du pôle "politiques publiques"



Dominique LEPETIT